

# Table des matières

<b>Remerciements</b> .....	<b>v</b>
<b>Préface</b> .....	<b>vii</b>
<b>Table des matières</b> .....	<b>ix</b>
<b>Table des abréviations</b> .....	<b>xxiii</b>
<b>Notes de lecture</b> .....	<b>xxv</b>
<b>Partie 1 : Partie introductive</b> .....	<b>1</b>
I. Introduction.....	1
II. L'importance de la question de la définition de l'acte déclencheur d'un CAI .....	6
III. La délimitation du sujet.....	8
IV. La terminologie.....	10
V. La méthodologie.....	12
A. De Manière générale.....	12
1. Introduction.....	12
2. Définir et qualifier .....	13
3. Notre méthode : interpréter et compléter .....	14
4. L'interprétation en DIP .....	15
5. L'application de la Convention de Vienne sur le droit des traités aux Conventions de Genève (et au Protocole I).....	17
6. La méthode interprétative de la Convention de Vienne.....	18
7. Les sources utiles à notre travail.....	24
B. Les problèmes méthodologiques.....	26
1. Les difficultés rencontrées avec les écrits sur le sujet .....	26
2. Une définition coutumière <i>versus</i> une définition conventionnelle de la notion de CAI.....	30

## Table des matières

3. De l'importance de certaines sources particulières .....	34
3.1 De l'importance des déclarations et comportements des Etats.....	34
3.1.1 L'importance de la prise en compte de la pratique ultérieure.....	34
3.1.2 Les exigences de la pratique ultérieure .....	35
3.1.3 La pratique ultérieure versus une notion factuelle du CAI .....	38
3.2 De l'importance des résolutions du Conseil de sécurité.....	39
3.2.1 Introduction.....	39
3.2.2 L'existence d'un CAI en l'absence d'une résolution du Conseil de sécurité .....	40
3.2.3 La création d'un CAI par une résolution du Conseil de sécurité .....	41
3.2.4 Les qualifications directes et indirectes par le Conseil de sécurité et leurs conséquences.....	44
VI. L'aperçu de l'histoire du terme CAI .....	47
A. Introduction.....	47
B. La naissance de la notion de CAI.....	47
C. Le passage de la notion de « guerre » à une multiplicité de notions.....	50
D. La désuétude de la déclaration de guerre et de la reconnaissance de l'état de guerre ? .....	51
VII. L'aperçu du régime juridique dans et hors CAI.....	52
A. Introduction.....	52
B. La doctrine et la jurisprudence sur la question du régime dans et hors CAI.....	53
C. Les conséquences juridiques du passage à un CAI.....	54
1. Introduction.....	54
2. L'application de nouvelles règles .....	55
2.1 L'application du DCA .....	55
2.2 L'application du <i>ius in bello</i> .....	56
3. La suspension, la modification ou le déplacement de certaines règles .....	57
D. L'interaction entre les DH et le DCA pour notre travail.....	59
1. Introduction.....	59
2. Questions préliminaires sur le rapport DH-DCA .....	61
3. L'interaction DH-DCA en temps de CAI.....	64
3.1 De manière générale.....	64
3.2 Pour deux domaines dans lesquels cette interaction est cruciale.....	66

E. Conclusion .....	68
VIII. Critiques liminaires autour d'un travail de définition de l'acte déclencheur d'un CAI .....	69
A. Introduction.....	69
B. Quelques réflexions autour d'un travail de définition .....	70
1. Le silence de l'article 2 commun sur la définition du CAI .....	70
2. Une définition non juridique ?.....	71
3. De l'impossibilité de ne pas interpréter .....	72
4. Proposition d'interprétation <i>versus</i> proposition d'amendement.....	73
C. Réponses à quelques critiques liminaires sur l'utilité de notre travail.....	75
1. Critique en faveur de la suppression de la catégorie de CAI ?.....	75
2. Critique en faveur de la conservation d'une définition vague ?.....	78
3. Critique en faveur d'un focus sur un renforcement des institutions ? .....	80
IX. Conclusion.....	81
<b>Partie 2 : Les questions autour de l'acte déclencheur d'un CAI .....</b>	<b>83</b>
I. Question I : La signification des mots « Hautes Parties contractantes » .....	83
A. Introduction.....	83
B. L'interprétation des terme « Hautes Parties » de l'article 2 commun.....	85
1. Le sens ordinaire.....	85
2. Le contexte .....	87
2.1 L'article 2 commun .....	87
2.2 L'article 3 commun .....	88
2.3 Le Protocole I.....	90
2.4 Le contexte plus général des CG et du Protocole I .....	92
3. L'objet et le but.....	93
4. La pratique ultérieure.....	95
5. Le milieu juridique .....	97
6. Les travaux préparatoires et les circonstances entourant la conclusion du traité .....	100
7. Conclusion .....	101
C. Un conflit armé entre Etats contractants.....	101
1. Le champ d'application matériel conventionnel .....	101

## Table des matières

2. Le champ d'application matériel coutumier.....	103
D. L'application temporelle en lien avec le « Hautes Parties contractantes » .....	103
E. Un conflit armé avec une coalition d'Etats ou une organisation internationale ....	104
1. Introduction.....	104
2. Un conflit armé avec une coalition d'Etats .....	105
3. Un conflit armé avec une organisation internationale .....	106
4. Conclusion.....	112
F. La signification du mot « Etats » dans la notion de CAI .....	112
1. Introduction.....	112
2. La qualité d'Etat dans les définitions conventionnelle et coutumière de CAI....	113
2.1 Introduction .....	113
2.2 La qualité d'Etat dans la définition conventionnelle de CAI .....	115
2.3 La reconnaissance de la qualité d'Etat dans la définition coutumière de CAI .....	119
2.4 Pour une notion objective de l'Etat dans la définition du CAI .....	121
2.5 Conclusion.....	122
3. L'identité du gouvernement dans la définition de CAI.....	123
3.1 Introduction .....	123
3.2 L'identité du gouvernement en DIP .....	125
3.3 L'identité du gouvernement et la définition du CAI.....	127
3.4 Pour une notion factuelle du gouvernement d'un Etat dans la définition du CAI .....	131
3.5 Conclusion.....	131
4. Les guerres de sécession .....	131
4.1 Introduction .....	131
4.2 La création d'un nouvel Etat au cours d'une guerre de sécession.....	132
4.3 L'application du droit conventionnel des CAI lors d'une guerre de sécession .....	134
4.4 Conclusion.....	137
G. Conclusion.....	137
II. Question II : La nature de l'acte déclencheur .....	139
A. Introduction.....	139

B. Remarques liminaires.....	140
1. Les interrogations autour de la question de la nature de l'acte .....	140
1.1 L'application fonctionnelle au sens large .....	140
1.2 L'application fonctionnelle au sens restreint.....	142
1.3 Des hostilités, des actes hostiles ou un recours à la force armée entre Etats .	144
1.4 L'exclusion de certains actes .....	145
2. Quelques difficultés.....	145
3. Opérations de police et de lutte contre le terrorisme versus actes déclencheurs d'un CAI .....	146
C. L'interprétation du terme CAI de l'article 2 commun .....	149
1. Le sens ordinaire.....	149
2. Le contexte .....	151
2.1 L'article 2, paragraphe 2 commun .....	151
2.2 Les champs d'application des CG et du PA I.....	155
2.3 Le contexte plus général des CG et du Protocole I .....	157
3. L'objet et le but.....	158
4. La pratique ultérieure.....	159
5. Le milieu juridique .....	161
6. Les travaux préparatoires et les circonstances entourant la conclusion du traité .....	164
7. Conclusion .....	165
D. Des hostilités ou un recours à la force armée .....	166
1. Introduction.....	166
2. Les écrits sur la définition de CAI .....	166
3. Les écrits sur d'autres notions de DCA ou de <i>ius ad bellum</i> .....	167
3.1 Les écrits sur la notion de « participation directe aux hostilités ».....	167
3.2 Les écrits sur l'attaque au sens de l'article 49 du PA I .....	170
3.3 Les écrits sur la conduite des hostilités (en opposition aux opérations de police).....	173
3.4 Les écrits sur des notions de <i>ius ad bellum</i> .....	175
3.4.1 L'emploi de la force.....	175
a) Le type de force .....	175
b) La définition de la force armée.....	175
c) Opérations militaires <i>versus</i> opérations de police .....	177

## Table des matières

d) Les 24 derniers mots de l'article 2, paragraphe 4.....	180
3.4.2 L'attaque armée.....	180
3.4.3 Conclusion.....	182
4. Certaines questions et remarques complémentaires.....	182
4.1 Les cyber opérations comme actes déclencheurs.....	182
4.2 L'intention versus le résultat.....	186
4.3 La chaîne causale.....	186
4.4 Les erreurs.....	188
4.5 L'usage indirect de la force armée.....	188
4.6 Les opérations sur mer ou dans les airs.....	189
5. Conclusions.....	192
E. La capture d'un soldat comme acte déclencheur d'un CAI.....	193
1. Introduction.....	193
2. Les constructions possibles.....	193
3. La réalité pratique.....	194
4. Les partisans de la capture en tant qu'acte déclencheur.....	195
5. Les arguments en défaveur de la capture comme acte déclencheur.....	197
6. Conclusion.....	199
F. Conclusion.....	199
III. Question III : L'intensité de l'acte déclencheur.....	201
A. Introduction.....	201
B. Remarques liminaires.....	202
1. Les différentes positions.....	202
2. Quelques difficultés.....	205
C. L'interprétation du terme CAI de l'article 2 commun.....	207
1. Le sens ordinaire.....	207
2. Le contexte.....	208
2.1 L'article 2 commun.....	208
2.2 L'article 3 commun.....	209
2.3 Le contexte plus général des CG et du Protocole I.....	213
3. L'objet et le but.....	216
4. La pratique ultérieure.....	218

5. Le milieu juridique .....	219
5.1 Le rapport DH-DCA pour la question du seuil de violence .....	219
5.1.1 Un rapport entre branches de droit (ou entre régimes spéciaux) .....	220
5.1.2 Un modèle binaire exclusif .....	221
5.1.3 Les profondes différences entre DH et DCA .....	222
5.1.4 Des DH plus protecteurs.....	226
5.1.5 Un seuil <i>in bello</i> qui devient du <i>contra bellum</i> .....	228
5.1.6 Une exception pour les actes de peu de violence ? .....	228
5.1.7 Utiliser les DH pour déterminer le champ d'application du DCA .....	229
5.2 Le rapport <i>ius ad bellum</i> - <i>ius in bello</i> pour la question du seuil de violence .....	231
6. Les travaux préparatoires et les circonstances entourant la conclusion du traité .....	232
7. Conclusion .....	233
D. Une critique des travaux de l'ILA .....	234
1. Introduction .....	234
2. Une définition coutumière du conflit armé en DIP .....	235
3. Une définition de la notion de « conflit armé » .....	236
4. Un DIP divisé en droit de la guerre et droit de la paix .....	237
5. L'argument humanitaire .....	237
6. La volonté de s'opposer à l'application du DCA à la lutte contre le terrorisme .....	238
7. Une certaine conception de la création d'une norme de droit coutumier .....	238
8. Quelques arguments de fond .....	243
9. Conclusion .....	244
E. Un critère de durée, les actes isolés et unilatéraux et le cumul d'actes .....	246
1. Introduction .....	246
2. Un critère de durée ? .....	246
3. Un acte unilatéral comme acte déclencheur ? .....	250
4. Le cumul d'actes non déclencheurs ? .....	252
F. Conclusion .....	253
IV. Question IV : La provenance de l'acte déclencheur .....	255
A. Introduction .....	255
B. Remarques liminaires .....	256

## Table des matières

1. Les interrogations autour de la provenance de l'acte.....	256
2. Quelques difficultés.....	260
3. Les différents tests d'attribution.....	261
3.1 L'attribution d'un comportement à un Etat en DIP.....	261
3.1.1 Introduction.....	261
3.1.2 Organes de iure et individus et entités assimilés.....	262
a) Définition.....	262
b) Conditions d'attribution.....	264
3.1.3 Personnes ou groupes de personnes sous la direction ou le contrôle d'un Etat ( <i>organes de facto</i> ).....	265
a) Définition.....	265
b) Conditions d'attribution.....	267
3.1.4 Reconnaissance d'un comportement <i>a posteriori</i> .....	268
3.2 L'attribution d'un comportement à un Etat selon le DCA.....	268
3.2.1 Introduction.....	268
3.2.2 Controverse sur la signification de l'article 91 du Protocole I.....	270
3.3 L'attribution d'un comportement à un Etat en matière d'internationalisation .....	271
3.4 Une discussion de la controverse entre les contrôles développés par la CIJ et le TPIY.....	273
3.5 La nécessité de suivre un des tests proposés ?.....	275
3.5.1 La nécessité de suivre le test de l'attribution en matière de responsabilité proposé par le DIP et le DCA ?.....	275
3.5.2 La nécessité de suivre le test de l'attribution en matière d'internationalisation ?.....	278
3.5.3 Un test spécifique.....	279
C. L'interprétation du terme CAI de l'article 2 commun.....	280
1. Le sens ordinaire.....	280
2. Le contexte.....	283
2.1 L'article 2, paragraphe 2 commun : l'occupation sans résistance.....	283
2.2 L'article 2, paragraphe 2 commun : l'occupation.....	285
2.3 L'article 3 commun.....	287
2.4 Les champs d'application des CG et du PA I.....	288
3. L'objet et le but.....	289

4. La pratique ultérieure.....	292
5. Le milieu juridique.....	296
5.1 Introduction .....	296
5.2 Le ius ad bellum.....	297
5.3 Les DH, le droit interne et les règles de law enforcement .....	299
6. Les travaux préparatoires et les circonstances entourant la conclusion du traité .....	301
7. Conclusion.....	301
D. Le test pour déterminer la provenance de l'acte déclencheur d'un CAI.....	302
1. Introduction.....	302
2. L'identité de l'organe déclencheur .....	302
2.1 Introduction .....	302
2.2 Les enseignements de l'interprétation.....	303
2.3 Les détails de l'identité de l'organe déclencheur .....	303
3. Un acte à titre privé ou public ? .....	306
3.1 Introduction .....	306
3.2 Notre raisonnement.....	306
4. La nécessité d'agir sur la base d'instructions.....	309
4.1 Introduction .....	309
4.2 Notre raisonnement.....	310
4.3 Les détails de la nécessité d'instructions .....	312
5. Les situations d'erreur.....	314
5.1 Introduction .....	314
5.2 Une erreur ou une absence d'instructions ? .....	314
5.3 L'erreur d'interprétation.....	316
E. Conclusion .....	317
V. Question V : La cible de l'acte déclencheur .....	319
A. Introduction.....	319
B. Remarques liminaires.....	320
1. Les trois positions générales autour de la question de la cible .....	320
2. Quelques difficultés.....	322
C. L'interprétation du terme CAI de l'article 2 commun .....	323

## Table des matières

1. Le sens ordinaire.....	324
2. Le contexte .....	325
2.1 L'article 2, paragraphe 2 commun .....	325
2.2 L'article 3 commun .....	326
3. L'objet et le but.....	328
4. Le milieu juridique .....	331
4.1 Le ius ad bellum.....	331
4.2 Les DH.....	335
4.3 Le droit des CANI.....	336
4.4 Un droit évolutif .....	336
5. La pratique ultérieure.....	337
6. Les travaux préparatoires et les circonstances entourant la conclusion du traité .....	338
7. Conclusion .....	340
D. Le test pour déterminer la cible de l'acte déclencheur d'un CAI .....	341
1. Propos généraux.....	341
1.1 Une règle et trois exceptions .....	341
1.2 La question de l'intention hostile finale.....	343
1.3 Le consentement et son absence .....	344
1.4 Conclusion.....	345
2. L'analyse détaillée des trois exceptions.....	346
2.1 Les attaques contre un individu/bien visé pour ses qualités (1ère exception) .....	346
2.1.1 Introduction.....	346
2.1.2 La délimitation entre la 1ère exception et la règle .....	346
a) L'importance de la localisation de l'attaque .....	346
b) Les relations entre les acteurs concernés .....	348
c) Les déclarations et actions de l'Etat intervenant.....	349
d) Le régime juridique suivi par l'Etat intervenant.....	349
e) Les déclarations et réactions de l'Etat territorial.....	350
2.1.3 Remarques complémentaires .....	351
a) Un indice de nationalité ? .....	351
b) L'influence de la gravité des attaques sur la qualification ? .....	352

c) Des actions hors CAI complétées par un CAI ?.....	353
2.2 Les attaques contre un GA (ou la qualification des CAT) (2ème exception).	353
2.2.1 Introduction.....	353
2.2.2 Les différentes positions sur la qualification des CAT.....	356
a) La position du consentement.....	356
b) La position souverainiste.....	358
c) La position identitaire.....	361
d) Conclusion.....	363
2.2.3 La délimitation entre la 2ème exception et la règle.....	363
a) L'existence d'un CANI et d'un GA partie à ce CANI.....	363
b) Le rattachement de la cible au GA partie à un CANI.....	365
2.2.4 Remarques complémentaires.....	367
a) Le complément indispensable du <i>ius ad bellum</i> .....	367
b) Un seuil de violence CAT spécifique ?.....	368
c) L'influence de la gravité des attaques sur la qualification des CAT ?.....	370
d) Un CANI complété par un CAI ?.....	371
e) L'occupation de l'Etat B au cours des hostilités entre A et C.....	372
f) Le recours légal à la force de A contre C sans accord de B.....	374
2.3 Les attaques contre un Etat tiers (3ème exception).....	375
2.3.1 Introduction.....	375
2.3.2 La délimitation entre la 3ème exception et la règle.....	376
a) L'existence d'une manifestation extérieure d'un Etat.....	376
b) Les déclarations et actions de l'Etat intervenant.....	378
c) Les déclarations et réactions de l'Etat dont les manifestations extérieures sont atteintes.....	379
d) Les déclarations et réactions de l'Etat territorial ?.....	379
e) Les relations entre les acteurs concernés.....	380
f) L'importance de la localisation de l'attaque.....	381
2.3.3 Remarques complémentaires.....	381
a) L'influence de la gravité des attaques sur la qualification ?.....	381
b) Un CAI complété par un deuxième CAI ?.....	382
c) L'atteinte de manifestations extérieures sur le territoire de l'Etat intervenant ou hors de tout territoire étatique.....	383

## Table des matières

2.4 Les délimitations entre les différentes exceptions à la règle.....	384
E. Conclusion .....	387
VI. Question VI : La nécessité d'un <i>animus belligerendi</i> ?.....	389
A. Introduction.....	389
B. Propos liminaires.....	392
1. La réponse à certaines questions doctrinales et jurisprudentielles.....	392
2. L' <i>animus</i> d'user de la force armée .....	393
3. L' <i>animus</i> d'être dans un CAI ou dans un état de guerre.....	397
C. L'interprétation du terme CAI de l'article 2 commun .....	397
1. Le sens ordinaire.....	397
2. Le contexte .....	398
3. L'objet et le but.....	402
4. Le milieu juridique .....	403
5. La pratique ultérieure.....	403
6. Les travaux préparatoires et les circonstances entourant la conclusion du traité .....	405
D. Conclusion.....	406
VII. Question complémentaire : L'internationalisation d'un CANI.....	409
A. Introduction.....	409
B. Les différentes positions .....	412
1. La doctrine et la jurisprudence .....	412
1.1 Les situations qui entraînent l'internationalisation.....	413
1.2 L'intervention indirecte et la question du contrôle.....	414
1.3 L'intervention directe et son degré.....	416
1.4 L'internationalisation en bloc ou par faisceaux.....	417
2. Notre position .....	421
2.1 L'internationalisation de l'intérieur .....	421
2.2 L'internationalisation de l'extérieur.....	422
2.2.1 Introduction.....	422
2.2.2 L'intervention contre qui ?.....	422
2.2.3 L'intervention pour ou par qui ? .....	423

a) L'intervention indirecte .....	423
b) L'intervention directe .....	427
2.2.4 Les arguments .....	428
2.2.5 Des exceptions à notre modèle ?.....	430
2.2.6 La relativisation des dissensions .....	432
C. Conclusion.....	432
<b>Conclusion.....</b>	<b>433</b>
I. Introduction.....	433
II. Les fondements de notre travail.....	434
III. Le survol des résultats aux questions autour de l'acte déclencheur .....	435
A. Question I : la signification des mots « Hautes Parties contractantes » .....	435
B. Question II : la nature de l'acte déclencheur .....	436
C. Question III : l'intensité de l'acte déclencheur .....	438
D. Question IV : la provenance de l'acte déclencheur .....	439
E. Question V : la cible de l'acte déclencheur .....	441
F. Question VI : la nécessité d'un <i>animus belligerendi</i> ?.....	442
G. Question complémentaire VII : l'internationalisation d'un CANI.....	443
IV. Les interactions entre les réponses aux questions autour de l'acte déclencheur .....	445
V. Les autres résultats importants de notre essai.....	446
VI. Quelques conclusions plus générales.....	447
A. La méthode interprétative de la Convention de Vienne et ses limites.....	447
B. La topicité et la licéité de l'acte déclencheur versus sa définition.....	449
C. Les tensions autour des déclarations et des comportements des Etats.....	449
D. L'utilité du travail définitionnel.....	450
VII. Des évolutions possibles et des pistes à creuser .....	451
<b>Bibliographie.....</b>	<b>453</b>
Traités et déclarations.....	453
Jurisprudence et sentences arbitrales .....	454
Doctrines.....	456
Manuels militaires .....	479

## Table des matières

Déclarations d'Etats.....	480
Documents de l'Organisation des Nations Unies et de ses organes .....	481
Documents du CICR.....	483
Travaux préparatoires aux conférences diplomatiques de traités de DCA .....	484
Contributions en ligne.....	485
Articles et communiqués de presse.....	487
Autres documents .....	489